

Le Grand verglas

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

En deux ans, le Québec a connu quatre événements climatiques exceptionnels. Après le « déluge » de 1996, trois verglas majeurs, dont le dernier sans précédent, allaient frapper le Québec en moins d'un an. D'abord en janvier 1997, quelque 50 mm s'abattent sur la région de Lanaudière. Puis en novembre, le réseau hydroélectrique du complexe Churchill Falls, écope de 55 mm de glace. Et, un an jour pour jour après Lanaudière, Montréal et la Montérégie s'écroulent littéralement sous des accumulations allant de 50 à 100 mm en une semaine.

La vallée du Saint-Laurent avait déjà la réputation auprès des météorologues d'être la « vallée du verglas » parce que le phénomène frappe ici plus souvent qu'ailleurs dans le monde. Les Québécois, eux, avaient jusque-là relativement bien apprivoisé le phénomène, qui transforme les arbres en joyaux de lumière et les routes en patinoire !

Le corridor fluvial, en effet, offre une sortie toute naturelle vers l'océan Atlantique aux masses d'air chaud en provenance des Grands Lacs et des États-Unis. Mais l'estuaire fluvial offre une route tout aussi facile aux vents froids qui montent de l'Atlantique nord, en hiver, vers nos régions. Or, il arrive que les masses froides viennent se stationner sous les masses d'air chaud du Sud. Si des masses d'eau importantes sont présentes dans les couches supérieures

et se condensent, elles ne gèlent pas en tombant mais s'agglutinent aux objets froids au sol, créant cette épaisse couche de glace dont le poids peut être fatal aux arbres, aux pylônes et aux toits de maison. Si la masse d'air froid est plus importante, l'eau a le temps de geler en tombant, créant de véritables billes de glace qui forment le grésil.

Le radar ne suffisait pas

Les premiers météorologues de Dorval, qui ont vu se dessiner la rencontre de deux masses d'air aux températures fort différentes, dans la nuit du 4 au 5 janvier 1998, ne pouvaient déceler sur leurs radars la durée du verglas en vue. Ils savaient cependant que le phénomène El Niño, qui perturbe cycliquement la température de la côte Pacifique de l'Amérique, plus souvent

que dans le passé, nous apportait cette énorme masse d'air chaud, chargée d'eau.

Il aurait fallu une boule de cristal et non un radar pour entrevoir que la métropole la mieux équipée contre l'hiver en Amérique et que le réseau de haute tension probablement le plus résistant du continent allaient s'effondrer et jeter dans le froid et la noirceur presque la moitié de la population du Québec. Avec son cortège d'écoles transformées en centres d'hébergement, ses hôpitaux sur génératrices et ses distributions de denrées essentielles, une partie du Québec a vécu une expérience assez semblable à la paralysie vécue dans le passé par des villes européennes... en temps de guerre.

En réalité, les trois vagues successives de verglas qu'allaient connaître Montréal et la Montérégie entre le 5 et le 10 janvier allaient faire prendre conscience pour la première fois aux Québécois de l'ampleur de leur dépendance envers l'énergie « propre ».

Au Québec, pas moins de 70 % des foyers sont chauffés à l'électricité, un phénomène unique en Amérique qu'expliquent les surplus des grands complexes hydro-québécois. Si dans les milieux périurbains, on perpétue la tradition du chauffage au bois, en ville, les équipements vraiment capables d'assumer le chauffage d'une maison sont rares.

D'abord les réseaux urbains

Les premières couches de verglas, si l'on peut dire, ont commencé par frapper les réseaux de distribution urbains. L'essentiel du problème s'est d'abord concentré dans les quartiers ouest de l'Île de Montréal ainsi

que sur la Rive-Sud, juste en face de Montréal. Les arbres fauchaient les fils. Les isolateurs étaient court-circuités vers le sol.

Très tôt, en quatre jours, une trentaine de centres d'hébergement ont dû prendre le relais des personnes qui n'arrivaient plus à vivre chez elles. Mais l'essentiel du réseau tenait bon et la société d'État arrivait à contrôler tant bien que mal le nombre de pannes. L'effondrement des réseaux de distribution allait immédiatement provoquer la mobilisation des autorités publiques au fur et à mesure que les quartiers prenaient une allure sinistrée.

La crise prend forme

Dès le mercredi 7 janvier, après trois jours, des milliers de gens s'étaient réfugiés chez des parents et amis. La Communauté urbaine de Montréal mettait alors sur pied un comité de crise et battait le rappel de tous ses policiers et pompiers.

Les horaires sont suspendus. Tous les effectifs sont rappelés, prélude à la demande d'aide que formulera le lendemain au gouvernement fédéral le premier ministre Lucien Bouchard pour obtenir l'intervention de l'armée. Du côté d'Hydro-Québec, non seulement on utilise déjà les équipes d'autres régions, mais de plus on passe la commande aux services publics américains pour obtenir 800 monteurs supplémentaires.

Montréal et la Rive-Sud sont presque au point mort, jonchées d'arbres, de poteaux et de fils. Dans la métropole, la neige du 31 décembre, qui n'avait pas été enlevée, est maintenant couverte d'une couche de glace aussi dure que du ciment. Les appareils conventionnels ne pourront pas l'arracher d'ailleurs. Certes on peut circuler sur

1500 des 2010 km d'artères de la métropole mais les autobus y arrivent de moins en moins en dehors de l'île. À Montréal, seulement 20 % des trottoirs sont praticables.

Après trois jours et deux couches de verglas, les aéroports ne fonctionnent à peu près plus. Et le système ferroviaire tombe au point mort, créant un gigantesque embouteillage dans les provinces et États voisins.

Écroulement du réseau principal

C'est dans ce contexte de plus en plus dramatique que le réseau de transport de l'électricité à haute tension commence à s'écrouler.

Les lignes les plus récentes avaient été conçues pour résister à une accumulation de 45 mm, soit près de quatre fois la norme nord-américaine (12 mm). C'est le cas notamment des lignes qui forment une sorte de ceinture à 735 kV autour de la métropole et sur laquelle transitent les mégawatts de la Baie James et de Manic-Churchill.

Le vendredi 9 janvier, dont on se souvient comme du « vendredi noir », commence de façon hallucinante : la métropole et la Rive-Sud sont enveloppés d'éclairs. Dans les couches chaudes de la haute atmosphère, c'est l'orage... estival ! Mais au sol, il fait 25 degrés de moins et cette nouvelle pluie verglaçante donne le coup de grâce au réseau d'Hydro.

Montréal, cet après-midi là, ne tiendra qu'à un fil, confirme un rapport d'Hydro-Québec du 21 janvier. Mais sur le coup, la société d'État refusera de confirmer cette information rapportée par *Le Devoir* et que

reprendra le premier ministre Bouchard deux semaines plus tard pour justifier les travaux d'urgence. Ce jour-là, toute la métropole ne tenait plus qu'à la seule ligne à haute tension qui partait de Laval pour aller vers le poste Hampstead, via le poste Saraguay.

L'eau allait-elle manquer ?

À Montréal, Hydro procède à des délestages sélectifs, les mots d'ordre d'économies d'énergie ayant un effet marginal. La ville entre alors dans une phase de fragilité sans précédent. À 14 heures, l'usine de filtration d'eau potable Des Bailleurs cesse d'alimenter la ville et les 13 municipalités qui achètent son eau. Au moment où les services d'Hydro-Québec rétabliront le courant, la métropole comptait sur une réserve d'eau de deux heures. Les pompiers se préparaient à démolir les maisons en feu, faute d'eau !

Les pannes paralysent aussi les raffineries et les stations-service. Les pétrolières autoriseront les services d'urgences à s'approvisionner directement à leurs postes de distribution. Il devient très difficile d'approvisionner la Rive-Sud car la glace accumulée sur les ponts oblige les autorités à en fermer temporairement plusieurs.

Le « triangle noir »

Sur la Rive-Sud toujours, l'effondrement de pylônes en cascades entre le poste Boucherville et Saint-Césaire va plonger dans le froid et le noir les 89 municipalités comprises entre Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Granby. Les sinistrés du « triangle noir » vont se retrouver sans électricité et, pour des dizaines de milliers, sans résidences

habitables pendant quatre semaines. Quatre semaines de déracinement en centres d'hébergement, mis sur pied souvent à la sauvette, ou à courir du bois, des bougies et de la nourriture dans un contexte de pénurie croissante.

À 1h14, du matin, dans la nuit du vendredi noir au samedi suivant, 1,4 million d'abonnés d'Hydro-Québec seront sans courant : près d'une personne sur deux au Québec. Et si un redoux se dessine avec la fin de l'alerte météo, une vague de froid s'annonce pour le début de la semaine suivante !

Certaines portions du centre-ville de Montréal – qui abritent le cœur du système bancaire de toute la province! – seront épargnées en tout temps. Mais les industries et les commerces vont, comme les écoles, fermer pendant plusieurs jours. Pour les plus jeunes, le symbole de cette métropole paralysée, les « épaulés au plancher », s'exprimera autrement : la partie de hockey du samedi sera annulée, tout comme le spectacle des Rolling Stones au Stade olympique où la toile a été déchirée par de véritables obus de glace tombés du mât.

Les héros méconnus et les autres

Cette tragédie urbaine sans précédent a ses héros méconnus, qui renouvellent la tradition de la corvée en offrant leurs services aux voisins, aux centres d'hébergement, voire en offrant denrées et services sur les ondes de la radio, le média populaire de la crise. Des milliers de personnes vont modestement libérer les rues des branches verglacées, la pierre angulaire de la reprise de la vie urbaine.

Les monteurs de ligne d'Hydro-Québec volent cependant la vedette, adulés par la population et les médias qui en font de véritables héros qu'on applaudit et à qui on court offrir le café, nuit et jour. Mais il y a ces milliers d'hydro-québécois de l'ombre, qui ont maintenu en vie par leur savoir et leur détermination les lignes épargnées ou qui ont mobilisé l'Amérique pour recabler 128 lignes de transport d'une longueur totale de 3000 km : l'équivalent du réseau national de plusieurs pays ! Ils ont déniché en deux semaines et organisé le transport et la logistique d'installation de 24 000 poteaux pour remplacer notamment les 900 pylônes couchés au sol. Ils diront mission accomplie, le 27 janvier.

L'armée canadienne, ébranlée depuis quelques années par différents scandales, redorera son image en Ontario, où 500 000 abonnés sont aussi touchés, et au Québec qui en conservait le souvenir d'Octobre 1970. En tout, l'armée déploiera 10 124 hommes au Québec et plus de 5000 en Ontario, sans compter les milliers de véhicules et génératrices de ses services.

La mobilisation des agriculteurs

On ne peut oublier dans ce bilan l'énorme mobilisation du milieu agricole, dont les grands élevages ont été sévèrement touchés par la panne du triangle noir, un milieu rural de haute productivité. Au plus fort de la crise, près du tiers des agriculteurs auront été touchés. Mais le reste va se mobiliser d'une façon sans précédent par des prêts de machinerie, des dons de pièces et d'équipement pour maintenir en vie les génératrices et les tracteurs.

En même temps, les forestiers des autres régions du Québec – et on compte parmi eux de nombreux propriétaires de boisés agricoles – vont se mobiliser pour alimenter en bois de chauffage les régions sinistrées où des milliers de personnes ont décidé de rester chez elles. Des dizaines de milliers de cordes de bois vont être trouvées, offertes ou vendues – parfois à des prix de marché noir ! – puis transportées vers les municipalités frigorifiées. Là comme ailleurs, cette crise aux allures sans précédent semble réinventer la tradition de la corvée et de la solidarité.

Bémols et notes discordantes

Avec un bémol cependant, bien contemporain. En effet, lorsque la métropole ne tiendra plus qu'à quelques lignes électriques et qu'il deviendra impérieux de réduire la consommation pour maintenir le reste en vie, l'effort fourni par les Québécois bien au chaud sera marginal... Tout au plus, une cinquantaine de mégawatts... Ce qui obligera Hydro à procéder à des délestages sélectifs. Si l'héroïsme de plusieurs étonne, l'égoïsme silencieux de la masse bien au chaud déconcerte...

À ce bémol s'ajouteront cependant – et très vite – de véritables notes discordantes.

Les citoyens vont rapidement pointer le doigt sur les villes qui ont omis de se doter de plans d'urgence, ce qui était le cas de la majorité des municipalités du triangle noir. Et ces municipalités, de même que la plupart des autres services publics, vont tour à tour stigmatiser l'inefficacité de la Sécurité civile.

Le gouvernement Bouchard, qui a tenu quotidiennement conférence de presse

avec Hydro-Québec, a maintenu une image de cohésion et remporte la cote de confiance. Bousculés par la rapidité du direct, en place pour la première fois, les médias prennent peu le temps de fouiller les informations savamment dosées par les cellules de crise du gouvernement et d'Hydro-Québec.

L'homogénéité qui en résulte va cependant commencer à se lézarder quand le public apprendra que le gouvernement a profité de la crise pour faire adopter le controversé Plan stratégique de la société d'État avant qu'il ne soit discuté en commission parlementaire. D'autres décrets vont autoriser la construction de plusieurs lignes, dont celle rejetée par la population d'Anjou, ainsi que la reconstruction des équipements effondrés.

Les lignes contestées

Si les travaux de réalimentation des populations touchées font l'objet d'un vaste consensus, Québec va faire un cadeau empoisonné à sa société d'État en l'autorisant à construire trois nouvelles lignes pour augmenter la sécurité d'approvisionnement des régions touchées. Il autorise ainsi la construction d'un nouveau lien à haute tension avec l'Ontario dans l'Outaouais, une nouvelle boucle à 315 kV dans la métropole, et une nouvelle ligne à 715 kV entre le poste Des Cantons, près de Sherbrooke, et le poste Hertel aux portes de l'Île.

Cette dernière ligne doit permettre d'alimenter par une autre source le fameux triangle noir, jusque-là confiné aux électrons du seul poste de Saint-Césaire. Mais comme elle sera construite en parallèle de la frontière

américaine, plusieurs estiment – et les indices se multiplient – qu'elle pourrait devenir l'autoroute énergétique vers le marché américain. Il suffirait dès lors de construire quelques « échangeurs », au gré de la demande. Hydro-Québec jure que ce n'est pas son but mais ne peut nier que sa ligne puisse un jour alimenter nos voisins du Sud.

Le passage de cette ligne sans véritable consultation publique va par ailleurs susciter une vive opposition dans certaines municipalités, comme Val Saint-François, ce qui va gruger sensiblement le capital de

sympathie accumulé par Hydro-Québec durant la crise du verglas.

Les travaux de la commission parlementaire, où les députés vont mettre en doute la pertinence des exportations, ainsi que les premières audiences de la Régie de l'énergie sur les modalités d'établissement des tarifs d'électricité, sans parler du montant de 1,4 million dépensé pour la conférence de presse du projet Churchill, vont achever de remettre Hydro-Québec sur la sellette. Au cœur même des grands enjeux du Québec. ○